

CIN2 Deuxième Conférence internationale sur la nutrition

une meilleure nutrition c'est une meilleure qualité de vie



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

RÉUNION TECHNIQUE PRÉPARATOIRE EN VUE DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION (CIN-2)

Rome, 13-15 novembre 2013

Première séance

Défis actuels de la nutrition à l'échelle mondiale, évolution des systèmes alimentaires, politiques et objectifs nutritionnels à l'aune desquels évaluer les progrès accomplis

Importance et influence des tendances et des politiques sur les modes alimentaires dans le monde depuis 1992

Résumé

Par M. Mazzocchi, B. Shankar, W.B. Traill et D. Hallam

I. Principaux enjeux

1. Les participants à la Conférence internationale sur la nutrition organisée en 1992 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont déclaré que «la faim et la malnutrition sont inacceptables» et se sont engagés à «agir en commun pour que le droit d'être à l'abri de la faim devienne une réalité». Depuis, beaucoup de progrès ont été accomplis en direction de ces objectifs. Le présent document examine les forces qui ont façonné les changements survenus au cours de cette période, en particulier le rôle des politiques publiques (unilatérales et multilatérales) qui ont une incidence sur le prix des denrées alimentaires et/ou les disponibilités alimentaires, notamment les politiques touchant à l'agriculture, aux échanges, à l'investissement et à la consommation pour déterminer si l'on peut en tirer des leçons et apporter des améliorations supplémentaires dans le domaine de la nutrition. Les débats étaient axés sur l'influence du revenu, des prix, des disponibilités et des préférences sur la consommation alimentaire.

2. Globalement, les régimes alimentaires et la situation nutritionnelle se sont améliorés dans la plupart des régions du monde au cours des vingt dernières années, mais de façon très inégale, avec des

progrès limités en Afrique (en particulier en Afrique subsaharienne) et en Inde. On a constaté une augmentation de la ration calorique disponible partout dans le monde, y compris dans les pays les moins avancés où la ration calorique disponible par personne a augmenté de 10 pour cent. D'après les données FAOSTAT sur l'approvisionnement alimentaire publiées entre 1992 et 2007, l'apport calorique journalier moyen est passé de 150 à 250 Kcal par jour dans les pays en développement, alors que, dans de nombreux pays, notamment en Afrique, on ne constatait aucune augmentation. On a observé dans les pays en développement une augmentation générale de l'apport calorique provenant de tous les groupes d'aliments, en particulier le sucre et la viande, tandis que la ration calorique disponible dans l'Union européenne et en Amérique du Nord est restée relativement stable.

3. La stabilité ou la baisse des prix alimentaires durant la majeure partie de la période écoulée depuis 1992, conjuguée à l'augmentation des revenus, a engendré une hausse de l'apport calorique (étape d'expansion dans la transition nutritionnelle) et encouragé le passage d'une alimentation dépendant trop fortement des féculents riches en glucides contenus dans les céréales, les racines et les tubercules à un régime caractérisé par une consommation plus importante et par une plus grande diversité des produits consommés (étape de la substitution dans la transition nutritionnelle), notamment les huiles végétales, les produits animaux et les produits transformés. Pour l'essentiel, la transition nutritionnelle a eu des effets positifs, se traduisant par un recul de la pauvreté et une baisse de la part relative de la population sous-alimentée, même si 842 millions de personnes, soit 11 pour cent de la population mondiale, souffrent encore de sous-alimentation. Elle a également sans doute permis de diminuer le nombre de personnes souffrant de carences en oligoéléments. Selon le Chicago Council, le passage d'une mortalité prématurée due à des maladies contagieuses à une mortalité plus tardive due à des maladies non transmissibles est un succès sur les plans technologique, social et économique. Mais le revers de la médaille est que l'obésité et les maladies non contagieuses qui lui sont associées sont devenues un problème de santé publique majeur touchant principalement les pays développés et les tranches aisées des classes moyennes des pays à revenu faible et intermédiaire, de plus en plus importantes.

4. L'évolution de la répartition des revenus semble indiquer une réduction des inégalités dans la plupart des régions du monde, à l'exception des économies en transition de l'Europe de l'Est et, fait important, des pays d'Afrique et d'Amérique latine où les inégalités sont étroitement liées à un taux élevé de famine chronique. L'élasticité de la demande de produits alimentaires par rapport au revenu est beaucoup plus élevée dans les pays à revenu faible et intermédiaire (deux fois plus élevée en moyenne que dans les pays à revenu élevé); elle est plus importante pour les produits animaux, et moins pour les céréales, les fruits et les légumes, à tous les niveaux de revenu.

5. Globalement, la transition nutritionnelle se caractérise par une consommation croissante de produits animaux, de produits transformés, de légumes verts, d'huiles végétales et de plats cuisinés. Le principal facteur à l'origine de ces changements est la croissance économique soutenue par la libéralisation des échanges et des investissements, l'urbanisation, la mondialisation et les progrès technologiques dans les secteurs de l'agriculture, de la transformation des produits alimentaires, de la distribution et du commerce international. Le commerce international et la libéralisation des investissements ont été les principaux facteurs de changement par l'importance de leurs effets sur la croissance économique, d'une part, et la mondialisation, d'autre part. Pour la plupart, ces facteurs sont étroitement liés, mais les données disponibles indiquent que l'évolution des régimes alimentaires est en grande partie due à la mondialisation engendrée par la libéralisation des investissements et les

réformes commerciales au niveau international. Là où un changement est observé, on constate que la mondialisation, la modernisation des systèmes alimentaires et l'augmentation des revenus ont joué un rôle majeur et que l'évolution du régime alimentaire est étroitement liée (relation de causalité) à l'urbanisation, à la sédentarisation et à l'augmentation du taux d'emploi des femmes. Bien que l'on ait évoqué une relation de causalité entre le travail des femmes et l'obésité des enfants, les répercussions des heures de travail des mères sur le régime alimentaire des enfants restent limitées. Dans les pays en développement, l'augmentation du travail des femmes semble en revanche avoir des effets positifs sur la nutrition infantile.

6. Au-delà de l'influence profonde qu'elle exerce sur les prix et les revenus, la mondialisation, en offrant une diversité croissante de produits alimentaires en vue de satisfaire les nouvelles demandes, a une incidence majeure sur les préférences et les modes de vie. La croissance des revenus a également des effets profonds sur les régimes alimentaires depuis 1992 et contribue au recul de la faim et à une alimentation de meilleure qualité. Bien qu'on ne dispose guère d'éléments probants directs, les informations disponibles semblent indiquer que les pays confrontés à des inégalités croissantes sont les plus exposés au problème de la surnutrition.

7. Au cours de la période considérée, la croissance agricole a joué un rôle beaucoup plus important que la croissance des autres secteurs dans l'atténuation des retards de croissance et a eu un impact majeur sur la consommation de calories. L'évolution des prix des produits alimentaires résultant des réformes agricoles et commerciales n'a eu que des effets relativement limités sur les régimes alimentaires (autres que ceux observés sur la mondialisation et l'augmentation des revenus), même si les investissements agricoles ont eu une incidence très nette sur la productivité. Les effets sur les disponibilités de calories et la réduction de la malnutrition sont également importants, notamment au sein des populations accusant un taux élevé de malnutrition et fortement tributaires de l'agriculture. De ce fait, un investissement public dans l'agriculture insuffisant ou en diminution au cours de la période considérée est une occasion manquée d'améliorer la nutrition.

8. Le développement rapide des échanges de produits agricoles et alimentaires a favorisé l'efficacité de l'approvisionnement, de la production et de la transformation des produits agricoles et alimentaires originaires de régions offrant des avantages comparatifs; cette spécialisation a permis d'accroître les disponibilités alimentaires et de maintenir les prix à un niveau bas, de même qu'elle a contribué, au cours des vingt dernières années, à la création d'emplois et à la croissance économique, principaux facteurs des changements alimentaires survenus au cours de cette période.

9. Les instruments de politique à l'égard des consommateurs, tels que les programmes d'aide alimentaire, les programmes locaux d'achat et les systèmes publics de distribution ne semblent pas avoir eu une incidence majeure sur la qualité de l'alimentation, mais ils ont rempli leur objectif premier qui est d'assurer que les besoins caloriques minimaux sont satisfaits, en particulier dans les situations d'urgence.

II. Recommandations politiques

10. La courbe en diminution des investissements publics, déjà insuffisants, dans l'agriculture ces vingt dernières années doit être inversée si l'on veut renforcer la contribution de l'agriculture à la nutrition.

11. Il faudra orienter les futurs travaux de recherche vers le problème de la stagnation des résultats obtenus en matière diététique et nutritionnelle dans les régions les plus pauvres, en particulier l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud. Compte tenu des résultats inégaux obtenus en matière de nutrition et de la coexistence des problèmes de dénutrition et de surnutrition dans de nombreuses régions du monde, les futures interventions dans le domaine des politiques de nutrition devraient cibler différents groupes de populations confrontés à différents types de malnutrition, au lieu de s'en tenir à des objectifs généraux.

12. L'ouverture au commerce et aux investissements internationaux a joué un rôle majeur dans la modernisation de la filière agroalimentaire et les progrès en matière de nutrition. Il faut poursuivre les efforts de libéralisation des marchés, tout en se préservant des effets néfastes que pourrait avoir la mondialisation sur certains pays en particulier.